

« Nous devons créer de bonnes conditions pour l'intégration »

Un entretien avec Eva Jaisli, CEO, PB Swiss Tools et Admir Opardija, consultant en gestion

Eva Jaisli, avec votre société PB Swiss Tools, vous fabriquez dans l'Emmental des outils de grande qualité pour le monde entier - avec 30 % de femmes dans l'entreprise. Au début des années 90, vous avez en outre embauché douze réfugiés tamouls - et maintenant leurs enfants travaillent chez PB Swiss Tools. Comment cela se fait-il ?

Eva Jaisli : À vrai dire, la situation était la même qu'aujourd'hui. Au début des années 90, de nombreuses personnes sont arrivées du Sri Lanka en Suisse et surtout à Berne. L'Emmental n'avait pas très envie d'accueillir ces réfugiés et de mettre à leur disposition l'infrastructure nécessaire. Nous avons coopéré avec les autorités et avons cherché des solutions ensemble avec d'autres entreprises. Nous avons suggéré des formations élémentaires et différentes formes d'embauche. Dans notre société, même les employés se sont engagés. Ils ont aidé les gens, leur ont expliqué la vie associative, car les associations sont importantes pour nous dans le pays pour la mise en réseau. Il s'agissait d'une responsabilité partagée et nous l'avons surmonté aussi bien que possible ensemble : L'administration, les employés, les employeurs, les associations, les enseignants, tous étaient en contact permanent.



Eva Jaisli et Admir Opardija, sur le pont Hardbrücke de Zurich



Admir, vous êtes arrivé en Suisse en 1993 en tant que réfugié bosniaque. Lorsque vous étiez à l'école cantonale de Zürich-Wiedikon, un comité a établi en 1997 que vous pouviez poursuivre votre formation en Suisse et que vous ne deviez pas retourner en Bosnie. Qu'est-ce que cela vous a fait de découvrir autant de soutien ?

Admir Opardija : J'ai eu la chance de pouvoir faire la connaissance de nombreuses personnes comme Eva Jaisli. En 1997, les réfugiés bosniaques ont été invités à retourner chez eux. Mon père est rentré volontiers car il ne s'était pas vraiment enraciné en Suisse. Mes parents m'ont laissé décider si je restais ou non. À Zurich, nous étions environ 20 jeunes à être en plein milieu de notre formation. Il aurait été difficile pour nous de continuer cette formation en Bosnie, car le système y est totalement différent. Cela faisait neuf ans que j'étais en Suisse et j'avais ici mes centres d'intérêt, mes amis et ma copine. Lorsque nous avons été confrontés à cette décision, un assez grand nombre de personnes au sein de notre école et de notre cercle de connaissances se sont immédiatement investies pour nous. Des articles sont parus dans les journaux et rapidement 10 000 signatures ont été recueillies. J'ai connu un soutien incroyable - même des personnes que je ne connaissais pas ont bataillé pour nous et ont invoqué le droit à l'éducation.

Madame Jaisli, vous dites que vos employés tamouls sont très fidèles et qu'ils sont un enrichissement. Quels efforts de votre part ont été nécessaires ?

Jaisli : L'intégration s'est faite de façon très diverse. Si nous prenons la langue comme critère d'intégration, il y a des personnes qui parlent couramment le « bernois », et d'autres moins. Mais les premières ont peut-être des enfants qui les aident au quotidien. Je pense que nous avons pu transmettre à nos nouveaux employés qu'ils étaient les bienvenus et qu'ils pouvaient s'installer car nous leur proposons

Eva Jaisli

*1958, dirige depuis 20 ans la société familiale PB Swiss Tools dans l'Emmental, qui fabrique des outils de grande qualité pour le monde entier. Elle a fait des études en psychologie et travail social avec un diplôme en gestion/développement organisationnel. Elle dispose également d'un MBA en marketing international.

Admir Opardija

*1983, est arrivé en Suisse en 1993 en tant que réfugié de Bosnie. Il a obtenu un diplôme en économie à l'université de Zurich et travaille aujourd'hui dans un cabinet de conseil auprès des entreprises.

une perspective à long terme. Ils ont découvert que nous leur laissons les portes ouvertes. Nous avons, par exemple, mis en place des mesures d'accompagnement, des formations et des cours de langue. Nous proposons toujours ces derniers. Parfois, nous mettons la pression ; nous indiquons aux gens qu'il est important d'assister pas seulement à un cours de langue, mais à plusieurs. Nous formulons des objectifs communs. Et il est également de notre responsabilité que les employés puissent les atteindre. Nous devons créer de bonnes conditions, sinon l'intégration professionnelle ne fonctionne pas.

En tant que chef d'entreprise, vous avez demandé plus d'engagement des employeurs suisses, parce que l'embauche de réfugiés fait partie des obligations sociales des entrepreneurs. Quelles ont été les réactions ?

Jaisli : Elles ont été extrêmement variées. J'ai reçu des messages très favorables et respectueux, mais j'ai également entendu de nombreux commentaires virul-

« En effet, on se voit souvent avec les yeux des autres, surtout quand on est étranger. Mon exemple montre en effet que ça vaut la peine d'investir dans la formation. Aujourd'hui, j'ai un bon travail, je dépense mon argent en Suisse et paye mes impôts ici » Admir Opardija

ents. Certaines personnes ont écrit qu'elles ne nous achèteraient plus un seul outil. D'autres ont invoqué la priorité nationale. Chez Swissmem, l'association de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux suisse, dont je suis membre, nous démontrons, dans le cadre d'accords bilatéraux, qu'il ne s'agit pas de recruter du personnel qualifié à l'étranger, mais d'offrir des emplois à des gens qui vivent déjà ici et avec nous. J'ai eu beaucoup de discussions visant à expliquer ce point. En principe, l'écho à mon appel a été très important. Le sujet divise : J'ai eu le sentiment que tout était soit noir, soit blanc.

Admir, quand vos parents sont retournés en Bosnie, vous êtes allé dans une famille d'accueil. Plus tard, vous avez obtenu un diplôme en économie à l'université de Zurich. En

d'autres termes : Vous avez une carrière de rêve. Comment y êtes-vous arrivé et quelles ont été les conditions nécessaires ?

Opardija : Je pense que les jalons étaient posés dès le départ: Je suis arrivé avec mes parents dans une communauté relativement riche, vers Uitikon/Waldegg. Ma classe comptait 15 enfants et j'étais le seul étranger. Mon professeur a dit que je devais essayer de participer autant que possible ; je n'ai pas eu de cours d'allemand sup-

« Si nous ne trouvons pas de solution aujourd'hui pour employer les réfugiés, nous connaissons cependant exactement les conséquences financières et sociales que cela aura » Eva Jaisli

plémentaires. Cette méthode m'a plu car j'ai été traité dès le départ comme tous les autres. Mes parents m'ont donné le soutien nécessaire, ils m'ont toujours dit : « Ta formation, c'est le plus important. » Mon professeur m'a également beaucoup aidé. Il a également écrit par la suite un courrier à l'école cantonale de Wiedikon, il a présenté mon cas aux responsables. Honnêtement, je ne me suis jamais senti sous le statut de réfugié. Lorsque mes parents sont retournés en Bosnie, une famille d'amis d'Uitikon/Waldegg s'est dite prête à m'accueillir. Je suis resté sept ans chez eux. Ils m'ont traité comme leur propre fils. Je remercie énormément ma famille suisse, ils sont des modèles pour moi. Pour en revenir à l'image noir-blanc d'avant, je n'ai à vrai dire connu que le côté blanc de la Suisse. **Jaisli :** Je pense que tu avais le potentiel pour répondre aux attentes. Les attentes peuvent également être un moteur et ton entourage a cru en toi, ce qui est extrêmement bénéfique. **Opardija :** Oui, c'est important. En effet, on se voit souvent avec les yeux des autres, surtout quand on est étranger. Mon exemple montre en effet que ça vaut la peine d'investir dans la formation. Aujourd'hui, j'ai un bon travail, je dépense mon argent en Suisse et paye mes impôts ici. **Jaisli :** En tant qu'entrepreneuse qui veut réussir, je dois également tenir compte de la localisation de ma société. Je dois également m'occuper des problèmes qui existent sur le

site. Si nous ne trouvons pas de solution aujourd'hui pour employer les réfugiés, nous connaissons cependant exactement les conséquences financières et sociales que cela aura. C'est pourquoi investir dans la formation et l'intégration professionnelle des réfugiés est toujours profitable, j'en suis convaincue.

Le mouvement de réfugiés divise la société : D'un côté, on trouve les citoyens en colère, de l'autre les bénévoles. Il est également de plus en plus évident que le populisme est une réaction à la négation du problème par la politique. Quel climat percevez-vous en Suisse ?

Jaisli : Comme indiqué : très controversé. J'ai moi-même quatre enfants de 22 à 31 ans. Le plus jeune étudie à Genève et s'est engagé pour six mois à apporter de l'aide aux réfugiés, notamment par des cours de langue ou un accès facilité à des cours magistraux en université. Ma fille cadette a terminé ses études de droits à Berne et travaille à la consultation juridique de Heks pour les demandeurs d'asile. Certaines de mes amies travaillent dans le domaine du droit d'asile, elles recherchent des solutions d'accueil et d'intégration. D'un autre côté, je vois également des citoyens en colère qui réagissent avec beaucoup d'hostilité. Dans notre société, nous proposons des stages et des apprentissages. Nous présentons notre fonctionnement aux jeunes ; ce sont nos apprentis qui gèrent cela, car ils ont à peu près le même âge que les réfugiés et cela passe mieux. Je vois beaucoup de gens qui s'engagent pour trouver des solutions pragmatiques. Je pense que ce sont les forces positives et constructives qui dominent dans la société. **Opardija** : Il est toujours plus facile de déclencher la peur chez les gens que de l'apaiser. C'est pourquoi les citoyens en colère ont en principe un rôle plus facile. Le rejet est le plus important là où il y a le moins d'étrangers, dans l'est de l'Allemagne, dans le canton d'Appenzell ou d'Uri. Le vote sur l'initiative de mise en œuvre m'a énormément rassuré. J'ai eu le sentiment qu'une secousse avait parcouru toute la société. Les gens, qui jusque-là ne s'étaient pas manifestés publiquement, se sont soudain exprimés. Je pense que le résultat était un signe important.

Lors du vote sur l'initiative de mise en œuvre, divers groupes de la société civile ont déclenché une mobilisation massive contre l'initiative de l'UDC. Comment évaluez-vous l'impact de ces acteurs politiques sans parti ?

Jaisli : Il y a beaucoup de forces positives qui font un travail important par leurs activités et leurs initiatives, tout comme dans les œuvres d'entraide et les ONG. Mais ce serait une erreur de croire que ces forces peuvent couvrir les voix de la politique. Lors d'un vote, ce qui est décisif c'est celui qui peut donner le ton et celui qui rallie ceux qui n'ont pas encore d'avis. Et à la fin, le résultat est souvent, malheureusement, une

question d'argent. **Opardija** : Doit-on définir les règles sur la façon dont l'argent doit être dépensé pour un vote ? **Jaisli** : Je ne suis pas bien placée pour pouvoir juger cela. J'ai été horriblement contrariée par le résultat lors de l'initiative contre l'immigration de masse, car nous avons échoué en tant qu'employeur. Cela n'aurait pas dû aller aussi loin. Nous avons clairement exprimé notre opinion et avons dû concrètement faire face au caractère émotionnel. Avec nos données et nos faits, nous avons pu en éclairer certains. Mais une telle campagne coûte naturellement de l'argent. **Opardija** : À mon avis, actuellement, la politique n'est pas aussi impliquée que les citoyens dans certains sujets. Mais dans une démocratie, cela n'est en principe pas mauvais en soi. D'après moi, c'est même un avantage car les initiatives des acteurs politiques sont vues même en public et généralement la politique réagit par la suite. C'était la même chose dans mon cas.